

Le Canada n'est pas neutre dans le débat entre sociétés ouvertes et fermées. Nous affirmons et défendons les valeurs que sont la démocratie et la liberté individuelle. Nous croyons qu'il est essentiel de poursuivre simultanément les objectifs de paix et de liberté.

Le Canada cherchera, par des initiatives concrètes et réalistes, à favoriser l'élaboration d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Nous encouragerons les superpuissances et les instances multilatérales à discuter de toutes les armes basées dans l'espace extra-atmosphérique et nous commanderons de nouvelles études sur la meilleure façon de vérifier l'interdiction de telles armes. Nous œuvrerons en vue du succès de la conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui doit avoir lieu l'an prochain, afin d'empêcher la prolifération horizontale des armes nucléaires. Nous mettrons nos compétences techniques au service de mesures de vérification qui agiraient comme garants de la confiance et de la sécurité mutuelles dans les secteurs où des accords de contrôle des armements sont réalisables. Nous favoriserons la conclusion d'un accord sur une réduction mutuelle et équilibrée des forces classiques en Europe, cherchant de la sorte à réduire le risque de l'escalade susceptible de mener à la guerre nucléaire. Nous continuerons de militer en faveur d'une convention vérifiable interdisant le développement, la production, le stockage et l'utilisation des armes chimiques. Le Canada ne cessera d'apporter son soutien financier à la Campagne mondiale du désarmement. En outre, nous espérons que l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, qui a vu le jour récemment, contribuera, par ses études et ses conseils relatifs à des propositions et des mesures concrètes de contrôle des armes, à réduire les tensions internationales.

Mon gouvernement vient tout juste d'entrer en fonction. C'est pourquoi mes propos seront pour l'instant plutôt de nature générale. Le premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, a annoncé que notre gouvernement jouerait un rôle plus actif que les précédents au sein de l'organisation des Nations unies et de ses institutions.

L'engagement de notre gouvernement envers les Nations unies est sans réserve. Nous attachons une grande valeur à nos rapports bilatéraux avec d'autres pays et à notre rôle au sein d'associations comme le Commonwealth et la Francophonie. Ces liens sont importants, mais ils ne suffisent pas. Puissances moyennes ou petits pays, nous avons tous besoin d'institutions internationales efficaces pour que nos voix puissent être entendues et pour que nous puissions affronter ensemble les énormes problèmes politiques et économiques de notre siècle. Un système des Nations unies dynamique et à l'écoute de ses membres est essentiel non seulement pour des pays tels que le Canada — mais aussi pour les superpuissances. C'est précisément parce que de plus en plus de collectivités adoptent une attitude introspective qu'il nous faut renforcer les institutions mondiales qui nous réunissent.

Dans ses trois derniers rapports annuels, le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, a cherché à nous faire prendre conscience de nos responsabilités à titre d'États membres. « Pourquoi, » nous a-t-il demandé récemment, « y a-t-il eu un recul de l'internationalisme et du multilatéralisme au moment même où l'évolution de la conjoncture, tant en ce qui concerne la paix mondiale que l'économie mondiale, semblerait en exiger la consolidation ? »